



Le Québec : une identité en péril

CATHERINE BERTHO-LAVENIR

À défaut de croyances partagées pour les inscrire dans la durée et de projet politique pour les projeter dans l'avenir, les dispositifs identitaires entrent en crise. Alors, les initiatives communautaires, culturelles ou artistiques de la société civile semblent se disperser, orphelines du grand récit qui leur donnerait du sens. L'exemple du Québec.

Les groupes humains ont besoin d'un projet collectif pour se projeter dans la durée et assurer leur pérennité. Dans les sociétés occidentales, l'État, depuis l'époque moderne, prend en charge l'élaboration symbolique et la transmission de tout ce qui se rapporte au récit d'un devenir commun. Drapeaux, hymnes et cérémonies, enseignement de l'histoire et érection de statues, fabrication de monuments et organisation d'expositions, concourent depuis des décennies à la création d'un imaginaire collectif... Or, en ce début de XXI^e siècle, ces dispositifs anciens sont en crise. Dans la vieille Europe comme dans ses extensions du Nouveau Monde, passer de l'État national à l'État post-national met en tension les systèmes symboliques existants et perturbe les outils de la transmission.

Le Québec, à cet égard, est dans une position particulièrement délicate. Malgré quarante ans de combat politique têtue, la « belle province » n'est toujours pas un État indépendant, et rien n'indique qu'elle doive le devenir un jour. L'idée même de référendum sur l'autodétermination est en train d'être abandonnée, et le gouvernement provincial est sur la défensive dans les autres domaines de la vie collective. Il peine, par exemple, à défendre le modèle social-démocrate qui caractérisait le pays. L'expression d'un projet collectif qui souderait ses habitants dans un « désir d'avenir » commun est devenue difficile. Crise des institutions, crise symbolique, il n'en faut pas plus pour que le désordre s'installe dans les lieux et formes du débat public ainsi que dans les célébrations et solennités nationales. Et cela d'autant plus que l'État fédéral veille, habile à profiter des failles pour imposer ses propres formes de représentation et son propre agenda commémoratif.

UN DISPOSITIF DE COMBAT POUR UNE IDENTITÉ À CONQUÉRIR

Pourtant, tout semblait bien parti. Pendant quarante ans, le Québec a vécu un projet politique fort appuyé sur un projet économique et social clair : construire une société francophone, laïque, moderne, autonome, et lui donner des bases économiques inspirées par la social-démocratie. Le projet politique, l'indépendance, était intimement lié à un projet culturel. Imposer l'usage de la langue française comme vecteur d'une appartenance commune, c'était construire une littérature, un cinéma, un théâtre et une culture populaire – la chanson, la télévision – qui donneraient une forme contemporaine et attrayante à l'héritage devenu désuet des Canadiens français.

Ce projet politique était fondé sur une rupture : le rejet de l'ancienne société théocratique dans laquelle l'Église catholique contrôlait les institutions, la vie collective et les comportements privés. Cette rupture fondatrice, baptisée « révolution tranquille », a donné naissance, en même temps qu'elle advenait, à un grand récit fondateur qui avait ses médiateurs – les écrivains, les chanteurs, les dramaturges – et ses milieux de transmission – le théâtre et la chanson, le cinéma et les musées... Le Québec francophone, émerveillé de sa propre hardiesse, s'est ainsi inlassablement raconté à lui-même, quarante ans durant, la saga de son émancipation politique, avec ses événements fondateurs et ses héros.

ÉVÉNEMENTS FONDATEURS

Premier événement fondateur, l'Exposition universelle de Montréal en 1967. Cette année-là, l'Expo fait entrer le Québec dans une modernité technique reçue comme un cadeau. Les films d'archives ressortis à l'occasion du quarantième anniversaire de l'événement, tout comme les témoignages des visiteurs d'hier, en témoignent : l'Expo fut vécue comme une fête. Les Québécois découvraient qu'ils existaient aux yeux du monde. Qu'ils étaient capables de réaliser quelque chose de grand. Que la modernité était un plaisir, un projet économique et un projet de société, le tout dans un décor de plastique orange.

Second événement fondateur, le discours du général de Gaulle au balcon de l'hôtel de ville de Montréal, le 24 juillet de la même année. L'hôtel de ville, il faut l'avouer, n'est pas un bien grand édifice. Et le Général, agacé pour des

tas de raisons par ses alliés anglais, ému, aussi, par le cheminement triomphal qui lui avait été réservé tout au long du « chemin du Roi », pavoisé en son honneur entre Québec et Montréal, a un tantinet exagéré. Mais quand même ! « Vive le Québec libre », à l'heure des décolonisations, cela sonnait comme un projet collectif mobilisateur.

HÉROS

Un projet qui avait déjà ses héros et ses hérauts. Héros que René Lévesque, qui nationalise l'électricité à la barbe des grandes compagnies, qui laïcise et rapatrie au Québec l'aide sociale et la protection médicale. Premier ministre du Québec de 1976 à 1985, toute sa vie politique est un combat pour la souveraineté, tendu vers un point unique : le référendum pour l'indépendance. Rien ne manque à sa figure de grand homme, pas même la trahison sournoise des Premiers ministres des provinces canadiennes, se réunissant à son insu pour comploter derrière son dos un accord fatal... C'est ainsi, en tout cas, que se raconte l'histoire lorsqu'en 2006 la chaîne francophone de la télévision publique réalise un téléfilm intelligent et sensible à sa gloire.

Des figures héroïques plus familières peuplent aussi la grande saga de la modernisation du Québec. Celles, par exemple, des travailleurs qui ont construit, le long des fleuves indomptés du Grand Nord, des barrages immenses. La chanson en fait les héritiers directs des bûcherons durs à la tâche, partis, pour la saison, travailler sur les « chantiers » et rapporter l'argent nécessaire à la survie de tous. Sous la plume de Georges Dor, chanteur et poète, le travailleur de la manic' (le grand barrage de la Manicouagan) s'identifie ainsi à la figure des

pionniers isolés loin des leurs et confrontés à l'hiver hostile. Les travailleurs d'Hydro-Québec, la société nationale géante et protectrice qui veille pendant l'hiver sur la précieuse alimentation des grandes villes en électricité sont d'autres figures du même héroïsme tranquille. Et lorsque, dans l'hiver 1998, l'ensemble du réseau électrique flanche brutalement sous un amas de verglas et un blizzard terrible, c'est tout le Québec qui se sent vulnérable et solidaire. Dans ce pays qui n'a pas connu de guerre et d'occupation depuis deux siècles, « la grande panne » d'électricité fait figure d'invasion, d'exode, de malheur vécu et surmonté en commun. Et la figure emblématique du combattant se sacrifiant pour la survie de tous s'incarne dans la photographie, maintes fois reproduite, d'un employé d'Hydro-Québec, dangereusement suspendu à un pylône au-dessus du fleuve glacé pour réparer dans le blizzard et au péril de sa vie l'artère électrique vitale qui alimente la capitale.

MÉDIATEURS

Le récit national et populaire de la marche vers la modernité et la souveraineté a ses médiateurs. Comme il s'agissait de rompre avec le modèle clérical ancien, ce n'est pas l'école, longtemps contrôlée par l'Église, qui est le vecteur principal du récit national, mais ceux qui cultivent la langue autrement : écrivains, dramaturges et surtout chanteurs populaires. Au premier rang des dramaturges qui construisent l'identité nouvelle du Québec, on trouve Michel Tremblay, dont la pièce *Les Belles-Sœurs* est jouée pour la première fois en 1968 à Montréal. Par un renversement délibéré des conventions, ce sont des femmes issues du petit peuple francophone de Montréal, d'habitude doublement oubliées et méprisées, du fait de leur sexe et de leur appartenance,

qui deviennent, les héroïnes de la pièce. Et leur langue, le joul, mélange (détonnant) de français archaïque et d'anglais prolétaire, est brutalement projetée dans l'espace de la culture cultivée.

LA SCÈNE MUSICALE, MILIEU DE TRANSMISSION

Les chanteurs, en mettant en musique leur poésie, donnent à leur langue à la fois des lettres de noblesse et un public populaire. Nulle part peut-être autant qu'au Québec la chanson, cousine de la poésie, n'est porteuse d'une lancinante interrogation sur soi. Il y a bien sûr, parmi les pères fondateurs, Félix Leclerc, auquel un musée est aujourd'hui consacré dans son île d'Orléans natale, quelque part au milieu du Saint-Laurent. Après lui vinrent les chanteurs engagés des années 70, les Gilles Vigneault, Robert Charlebois, que le combat pour l'indépendance rassemble pour de grands concerts qui sont des événements à la fois artistiques et politiques. Et puis les filles, les Linda Lemay, Ariane Moffatt, Marie-Annick Lépine, qui explorent les mille et une contradictions du féminisme moderne. Et Céline Dion elle-même, icône ambiguë et révérée. Même quand on est branché, altermondialiste, musicologue ou bourgeois, on ne dit pas de mal de Céline Dion parce que, millionnaire à Las Vegas, Céline est restée gentille et fidèle au pays... et qu'il y a toujours un Canadien français humilié qui sommeille dans un Québécois moderne. Mais la chanson populaire, ce n'est pas seulement une brochette de chanteurs connus de ce côté-ci de l'Atlantique. C'est une myriade de petits groupes financés par les retombées de la politique publique de soutien à la langue française, par exemple les quotas de diffusion. Ils ont pour noms Les Cow-Boys fringants ou Les Chaudronniers de l'enfer et hantent les festivals et les fêtes locales.

Défendant aussi bien la country francophone (si ! si ! ça existe) que le rock garage, ils forment un réseau serré de producteurs, de tournées, de festivals. Tous ces chanteurs se citent, se chantent, reprennent des chansons anciennes, rappellent la saga des concerts militants (au Québec, un concert peut être, sans abus de langage, qualifié d'« historique »). L'ensemble fonctionne comme un milieu de transmission qui permet aux mille et une formes d'un récit de soi sans cesse recommencé de se propager.

LE SYSTÈME DES MUSÉES

Le système des musées aussi peut être considéré comme un milieu de transmission qui a véhiculé durant ces quarante dernières années la bonne nouvelle du Québec nouveau. « Musées de civilisation » ou « Centre d'interprétation », ils sont forcément beaux, bien pensés et bien conçus, et leur contenu n'est jamais anodin. National sans en avoir l'air, le grand musée de la Civilisation, dans la capitale provinciale, raconte ainsi la conquête agricole du territoire, la construction d'une société catholique et francophone, et se clôt sur les grands moments de la révolution tranquille ; dans la pénombre d'une salle, le général de Gaulle, sur un petit écran, célèbre en boucle le Québec libre... D'autres musées exaltent ce que Michel de Certeau appelait « la beauté du mort », enfermant une fois pour toutes dans leurs vitrines les signes d'un monde disparu, celui-là même que liquida la révolution tranquille. Et c'est au musée des Ursulines, à Québec toujours, qu'est dévolue la fonction de faire élégamment le deuil de quatre cents ans de culture catholique. À Montréal, la défense d'une identité francophone doit composer avec les réalités d'une vieille métropole commerciale. Le multiculturel s'impose. Le musée Pointe-

à-Callière – qui a adopté un nom géographique, faute de savoir énoncer son projet exact – célèbre ainsi la façon dont on cohabite depuis quelques siècles dans la vallée du Saint-Laurent, et insiste, dans ses dernières salles, sur la beauté multiculturelle de la ville. Un peu plus loin, le Musée municipal illustre la saga des Irlandais et des Écossais, des Italiens, des Juifs pieux et des Haïtiens qui ont afflué dans la ville portuaire. Amérindiens et Inuits sont, pour leur part muséifiés à Hull, sur les bords de la rivière des Outaouais, dans le plus beau « musée de civilisation » du monde, sis, et ce n'est sans doute pas un hasard, juste en face du Parlement fédéral.

COMBAT POUR LA LANGUE

Mais c'est bien sûr le combat pour la langue qui a été au cœur de la reconquête d'une identité collective moderne. En quarante ans, Montréal, où l'on parlait majoritairement anglais, dans le centre-ville du moins, est devenue une ville francophone. À la source de la transformation, il y a une loi qui engage toute la puissance de l'État derrière un projet culturel et politique. Contraignante, la loi 101 n'est ni consensuelle ni aimablement culturelle. La Charte de la langue française – c'est son nom officiel – reprend un texte voté en 1977, au temps du premier gouvernement Lévesque, et fait obligation à tous, services publics et commerçants, d'offrir des services en français dans la ville. La moindre boutique a dû obtempérer. L'application aux écoles est plus drastique encore : l'enseignement doit être donné en français, et seuls peuvent bénéficier d'un enseignement – public – en anglais ceux dont les parents ont eux-mêmes été éduqués en anglais. Les immigrants ont donc dû s'y plier : leurs enfants étudient en français. Pour couronner le tout, et fournir des cadres

à la nation, de grandes universités publiques francophones se sont mises en place. Elles sont les héritières directes des universités créées au début du siècle par les ordres religieux catholiques, qui savaient, eux, qu'une université assure la transmission d'une vision du monde. Aujourd'hui, l'université Laval à Québec, l'université de Montréal et l'université de Québec à Montréal, mais aussi l'université Concordia, délivrent leurs cours en français. Il y a des gens qui avaient compris, il y a quarante ans, que là où il n'y a pas institution, il n'y a pas transmission.

Et pourtant, ce dispositif de combat est aujourd'hui en crise. Dans la société postmoderne, ni le projet nationaliste ni le discours identitaire n'arrivent plus à s'énoncer dans des formes recevables, et, en l'absence d'un État fort, les médiations anciennes n'arrivent plus à proposer un futur collectif.

FLOTTEMENT DANS LA SOUVERAINETÉ

Premier élément de l'héritage à se défaire, l'indépendance n'est plus aujourd'hui un horizon politique crédible. Un deuxième référendum sur la souveraineté, perdu de justesse et dans des conditions contestables en 1995, a sonné le glas de l'autonomie politique du Québec. Le Canada, d'ailleurs, n'aurait sans doute pas toléré que l'une des provinces fondatrices quitte la fédération. Douze ans plus tard, sondages et résultats électoraux sont formels : l'indépendance du Québec n'est plus un projet politique défendable à court terme. Son plus solide soutien, le Parti québécois, a dû, après une cinglante défaite électorale, remettre l'organisation d'un troisième référendum à des temps ultérieurs. C'est son challenger, la populiste Alliance démocratique

du Québec, qui a repris le flambeau de la recherche d'une forme nationale québécoise en défendant la notion ambiguë d'association au Canada. Deuxième point de rupture : le modèle économique social-démocrate peine aujourd'hui, dans le monde entier, à imposer sa légitimité dans le débat public, face aux théoriciens du libéralisme classique. Or les souverainistes avaient fermement associé un projet économique social-démocrate à leur projet politique. Le Québec occupe encore à cet égard une position originale en Amérique du Nord. Il prolonge une conception de l'État providence paradoxalement héritée de l'Angleterre d'avant Mme Thatcher : l'enseignement supérieur y est public et presque gratuit, la santé est financée collectivement, et certaines ressources, comme l'hydroélectricité, sont nationalisées. Or ce modèle tout imprégné d'interventionnisme est aujourd'hui symboliquement dévalorisé sur l'Ancien comme sur le Nouveau Continent. Il apparaît aujourd'hui comme un archaïsme de plus, qui serait associé à l'archaïsme du projet politique souverainiste.

MENACES SUR LA NATION

Troisième difficulté : le souverainisme n'est plus ce qu'il était. Ou plutôt, la nation telle que la concevaient René Lévesque et Gilles Vigneault il y a quarante ans a subi, elle aussi, une sérieuse dévaluation symbolique. Nationalistes et catholiques – tout au moins de culture –, les Québécois ne s'inscrivent pas dans l'air du temps. Après les guerres des Balkans et celles du Liban, être nationaliste et de culture chrétienne, c'est se rapprocher dangereusement dans l'imaginaire collectif des bandes de Milošević ou des milices chrétiennes du Liban. Mauvais calcul.

Plus généralement, la conception de la nation qui domine aujourd'hui a changé. Lorsque René Lévesque, en 1977, associait nation et État, il s'inscrivait, au-delà de la référence coloniale, dans l'imaginaire de l'Europe des États-nations de 1848, revivifiée par les traités de paix de 1918. Dans cette perspective, chaque peuple, compris comme l'ensemble des citoyens partageant une origine commune, une langue, une histoire et un projet, représenté par des élites désireuses de prendre en charge le destin collectif, avait le droit de se doter d'un État.

Cette conception de la nation est aujourd'hui en concurrence avec des notions toute différentes, issues de la culture politique anglaise, et défendues par les fédéralistes d'Ottawa. Par exemple, lorsque le Premier ministre canadien conservateur, Stephen Harper, demande à son Parlement, comme il l'a fait en 2007, de reconnaître la « nation » québécoise, ce n'est pas l'image de la nation de 1848 qu'il a en tête. C'est tout autre chose. La nation québécoise ainsi « reconnues » est du même ordre que la nation iroquoise ou que la nation huronne. Le mot désigne alors un groupe partageant une origine ethnique, une langue, parfois une religion, un pan d'histoire, qui a vocation à être respecté dans ses spécificités et comme minorité, mais pas à être doté d'une autonomie politique. Et les Québécois, qui ont délibérément substitué le nom de Québécois à celui de Canadiens français pour marquer leur désir d'accéder au statut de nation-État, sont ici aux prises avec une contradiction centrale : ils ne sont ni les premiers ni les seuls habitants du territoire qu'ils occupent aujourd'hui. La minorité menacée, ce n'est pas ou ce n'est plus eux.

Les « Premières Nations » ont conquis, en effet, une place de plus en plus importante dans l'économie des représentations symboliques en Amérique du Nord au cours des quatre dernières décennies. Les Inuits ont obtenu du Canada la reconnaissance d'un territoire transnational qui leur est propre, le Nunavut, qui couvre une partie du Grand Nord québécois. Les diverses nations amérindiennes, quoique encore très faibles numériquement et cantonnées dans des territoires marginaux, commencent à acquérir une identité politique. Par ailleurs, le Québec est, depuis le XVIII^e siècle, peuplé de non-francophones de toutes origines : colons anglais, bien sûr, mais aussi loyalistes de la Nouvelle-Angleterre fuyant la révolution américaine, ou encore Irlandais – papistes et parfois antianglais –, Écossais – ils contrôlaient la banque à Montréal –, Juifs réfugiés d'Europe centrale, Italiens et Grecs arrivés entre les deux guerres, Haïtiens, Libanais et Maghrébins francophones, Vietnamiens... Il faudrait même y ajouter, aux bordures nord-est de la province et dans les îles de la Madeleine, une petite population acadienne francophone dont l'histoire est différente de celle des Québécois. Bref, il y a des minorités dans la minorité. Et le *mainstream* politique prône aujourd'hui la défense de la minorité. Lorsque les Québécois s'écrient, à l'adresse d'Ottawa : « Respectez-nous, nous sommes la minorité ! », la capitale fédérale a beau de jeu de répondre : « Pas du tout ! C'est vous qui opprimez vos minorités, par exemple en les obligeant à parler français. »

CATHOLICISME, LAÏCITÉ, ISLAM

Autres minorités aujourd'hui respectables – et décidées à le faire savoir – les minorités religieuses posent un autre problème aux Québécois.

Le projet national porté par la révolution tranquille était clairement et de façon militante celui d'une société laïque. Dans les années 70, le Québec moderne a déconfectionné en force et sans ménagements son système de santé et d'assistance, de même que son système scolaire. Dans son élan, il a aussi fait disparaître l'Église catholique. Les religieuses ont dû quitter leur voile, les religieux, abandonner leurs chaires d'enseignement. Les fidèles ont déserté les églises, et l'on a mis en vente les bâtiments ecclésiastiques. Les mouvements féministes ont été au premier rang d'un mouvement vécu par eux comme une émancipation. Le résultat est net : le Québec est aujourd'hui la contrée d'Amérique du Nord où il y a le nombre le plus élevé de gens se disant « sans religion ».

La mémoire encore fraîche de cette révolte contre la théocratie catholique rend particulièrement vifs les débats autour des revendications des communautés religieuses d'aujourd'hui, musulmans et juifs orthodoxes de la communauté Loubavitch. La situation est d'autant plus compliquée que le Québec doit respecter un texte fondamental du Canada dit Charte des droits et des libertés de la personne. Inspirée par le droit anglais – donc américain – et parfaitement en phase avec les sensibilités contemporaines dominantes, ce texte garantit à tout citoyen canadien le libre exercice de sa pratique religieuse. Lorsque ce libre exercice entre en conflit avec d'autres droits, l'on doit chercher à trouver ce que la langue québécoise appelle officiellement un « accommodement raisonnable », compromis trouvé pour chaque cas particulier et qui ne vaut que pour celui-ci. Il est interdit, par exemple, de faire entrer une arme dans un établissement scolaire. Mais leur religion prescrit aux jeunes sikhs de porter un poignard à leur ceinture. L'accommodement

raisonnable autorisera le poignard mais demandera qu'il soit cousu dans un étui... On imagine facilement la prolifération des cas particuliers, les subtilités des argumentaires. Les controverses autour de la question du voile porté par les femmes de confession islamique ont ainsi occupé une place importante dans les médias populaires lors de la campagne électorale de 2007, provoquant un travail de redéfinition de l'identité québécoise... et la mise au jour des failles qui la traversent.

HÉROUXVILLE, NOUVEAU HÉRAUT DE LA NATION ?

C'est dans une sorte de Bethléem québécoise, l'improbable municipalité d'Hérouxville, située à une centaine de kilomètres au nord de Montréal, que s'est allumé au printemps 2007 un débat significatif des contradictions dans lesquelles se sentent enfermés les Québécois « de souche » et de leur difficulté à exprimer en des termes aujourd'hui acceptables ce qu'ils ressentent comme leur identité. Le conseil municipal de ce gros bourg rural, connu jusqu'alors pour le festival de musique country voisin, a adopté une déclaration précisant, à l'intention d'immigrés potentiels et pour l'heure inexistants, les valeurs, us et coutumes de la communauté. Le texte, fort bien rédigé et que l'on trouve sur Internet, établit une liste d'usages associés globalement à l'islam (port du voile, refus de la mixité dans les espaces publics, limitation du statut de la femme, mais aussi lapidation...) dont il est dit explicitement qu'ils ne sont pas acceptables à Hérouxville. Les usages et valeurs définis au contraire comme québécois sont ceux de la révolution tranquille – égalité entre hommes et femmes, mixité des activités sportives et scolaires, laïcisation de la société –, mais donnent une place à l'héritage catholique dans sa version

patrimonialisée. Le conseil municipal d'Hérouxville affirme en effet son droit à dépenser l'argent public pour entretenir les croix de chemin et à utiliser le mot Noël, contestés parce qu'il s'agirait là d'usages relatifs à une communauté religieuse particulière (les catholiques) qui ne sauraient être imposés à tous. Sa position se fonde cependant non pas sur une appartenance catholique mais sur l'aspect patrimonial de ces vestiges. Les rédacteurs (locaux) du « règlement » d'Hérouxville ont rapidement obtenu ce qu'ils souhaitaient : l'attention des médias nationaux et le lancement d'un débat public à partir de leurs positions. Bien sûr, les gens branchés de Montréal ont stigmatisé le populisme réactionnaire des habitants d'Hérouxville... et les habitants des régions ont stigmatisé le multiculturalisme décadent de Montréal, consacrant la coupure imaginaire entre une capitale cosmopolite et son arrière-pays traditionaliste.

Ce qui est le plus significatif, dans cette affaire, n'est pas tant le discours tenu que la façon dont il est entré dans le débat public. C'est d'un point marginal géographiquement et politiquement – une petite municipalité perdue quelque part au nord de la rivière Saint-Maurice – qu'est parti le conflit. Ce dernier s'est ensuite développé essentiellement à la télévision autour d'intervenants peu connus : le maire d'Hérouxville, un conseiller municipal, de jeunes musulmanes venues manifester sur place, bref, des « vraies gens », porteurs d'une parole vécue comme authentique et relayée directement par les médias populaires. Autre symptôme : le vieux parti de René Lévesque, traditionnellement porteur du discours identitaire, n'a pas su prendre position dans ce débat. Il a laissé son « jeune » rival, l'Alliance démocratique du Québec, capitaliser sur le désir d'une partie des populations « historiques » du Canada français de trouver un parti capable de revendiquer un héritage culturel, un

ancrage chrétien, une appartenance territoriale, et de défendre une sécurité économique sans que ces choix soient dévalorisés symboliquement comme un retour au discours réactionnaire antérieur à la révolution tranquille.

MES AÏEUX ET « DÉGÉNÉRATION »

Des discours incroyablement réactionnaires, au sens propre du terme, apparaissent en effet là où on ne les attendrait *a priori* pas. Par exemple dans la chanson populaire, dont on a vu plus haut qu'elle avait été l'un des vecteurs majeurs du projet national québécois. En 2006, un groupe folk, Mes Aïeux, comme il en existe des dizaines au Québec et formé de jeunes gens de moins de trente ans, a écrit et enregistré une chanson appelée *Dégénération*. Le propos, adressé à l'auditeur en usant du tutoiement usuel qui affirme d'emblée la proximité et la connivence, est décapant. Il réhabilite la terre comme seule possession qui vaille, fait l'éloge du défricheur et du paysan, exprime la nostalgie des grandes fratries, des mères nourricières et des fêtes de famille. Il fait le procès de la ville, de l'individualité, de la liberté sexuelle, des conquêtes du féminisme. Bref, c'est mot pour mot l'inverse du projet de la révolution tranquille.

Or cette chanson n'est pas demeurée marginale. La pression des auditeurs l'a imposée aux stations de radio, qui, au départ, n'en voulaient pas, puis elle s'est installée durablement en tête des ventes. Le groupe lui-même a fini par être invité un dimanche soir dans la grande émission de société de la télévision publique, successeur imprévu des chanteurs historiques de la révolution tranquille.

FÊTE NATIONALE À CAUSAPSCAL

Le petit brûlot folk s'est même immiscé dans le rituel officiel de la fête nationale. La chose est moins surprenante qu'il n'y paraîtrait au premier abord. La fête nationale, au Québec, n'est en effet pas exclusivement « nationale » – et pour cause –, et les rituels politiques qui accompagnent usuellement l'événement dans les nations-États anciennement constituées sont ici récents, fragiles et controversés.

Si l'usage d'organiser une manifestation civique à l'intention des Canadiens français remonte au milieu du XIX^e siècle, c'est en 1977 que le gouvernement Lévesque instaure la Saint-Jean-Baptiste comme fête nationale. Cette dernière emprunte des formes multiples qui l'inscrivent dans les rituels de la culture populaire urbaine. La manifestation centrale, par exemple, est depuis les années 70 un concert, associé à un discours, organisé sur les plaines d'Abraham, vaste esplanade située près du Parlement provincial de Québec et qui vit la victoire décisive des soldats du général anglais Wolfe en 1759. Par ailleurs, des fêtes et concerts sont organisés dans les villages, où ils coïncident avec les festivités traditionnelles liées au solstice d'été. À leur initiative, les particuliers pavoisent avec le drapeau bleu aux fleurs de lys. L'armée est absente ou peu présente. La responsabilité de la fête, en effet, n'est pas confiée à l'État mais prise en charge par des associations. Si en 1977 c'est la société Saint-Jean-Baptiste, dépositaire de l'héritage du mouvement d'émancipation des Canadiens français, qui en avait la charge, depuis quelques années une autre organisation, jugée plus représentative de l'ensemble des communautés culturelles du Québec, lui a été substituée.

C'est donc une sorte de transplantation du domaine politique vers le domaine culturel qui permet à la fête d'exister. Ce décalage est visuellement illustré par le fait que c'est autour d'une scène musicale que s'organise la relation entre le discours, les drapeaux et la foule, les chanteurs occupant sur la scène la place dévolue dans les cérémonies civiques aux représentants de l'autorité. En 2006, par exemple, c'est à un acteur qu'est attribuée la charge d'écrire et de lire le discours officiel. Le site de l'association responsable insiste d'ailleurs sur la participation de la société civile aux célébrations. On n'attend pas des bénévoles qu'ils carburent uniquement à l'enthousiasme national, et, comme dans toute entreprise soucieuse de motiver ses troupes, un concours et des cadeaux récompensent les plus efficaces producteurs de la symbolique nationale. L'ensemble est parrainé par une marque de bière.

Il n'y a rien d'étonnant alors à ce que l'on observe dans les célébrations non pas la rigueur et l'unité – dans le cérémonial et les discours – qui caractérisent les fêtes des États anciennement centralisés, mais une adaptation aux formes nouvelles de la vie collective. Ainsi, à Causapscal, bourgade de Gaspésie située à plus de mille kilomètres de Montréal, le discours officiel de la fête était-il, en ce mois de juin 2007, composé à la fois de propos tenus par des élus, en l'occurrence le maire et la députée – ce qui relève du modèle classique –, et de deux chansons, insérées entre les discours et le feu d'artifice, comme si elles étaient elles-mêmes un discours. Et, de fait, elles en faisaient fonction. La première était *Dégénération*, du groupe Mes Aïeux, citée plus haut, qui quittait ainsi clairement le registre du spectacle pour entrer dans celui de la représentation politique. Quant à la seconde, intitulée *Lettre à René Lévesque* et due au groupe de papy militants Les Cow-Boy fringants, elle portait, elle

aussi, un message explicitement politique : un appel aux jeunes générations pour qu'elles relèvent l'héritage de René Lévesque.

HEURTS ET MALHEURS DU 400^e

Le conseil municipal d'Hérouxville, Mes Aïeux et Les Cow-Boys fringants... ces porteurs de discours apparemment marginaux n'occupent le devant de la scène qu'autant que les vecteurs traditionnels de la transmission d'une identité nationale peinent à remplir leur rôle. En témoignent les difficultés dans l'organisation des cérémonies du 400^e anniversaire de Québec. En 2008, cela fera quatre cents ans – ou à peu près – que Samuel de Champlain a abordé le site de Québec. L'anniversaire appelle une célébration, et depuis quelques dizaines de mois on s'agite autour de la question, tant à Québec qu'à Ottawa et Paris. Les anniversaires à Québec sont choses complexes et politiques. Le 300^e anniversaire, en 1908 avait donné lieu à un magistral tour de passe-passe par lequel Ottawa avait récupéré, pour le plus grand profit symbolique de l'empire, l'initiative, à l'origine modeste, des bourgeois francophones de Québec. Le programme de 2008 est, lui aussi, objet de controverses et sujet à volte-face et transformations. Ottawa a un projet clair et astucieux : célébrer l'arrivée via le port de Québec des centaines de milliers d'immigrants qui ont fait le Canada multiculturel d'aujourd'hui. La ville de Québec, dans cette perspective, est ramenée exclusivement à sa fonction de port. Son rôle de capitale administrative et religieuse d'un territoire rural, agricole et essentiellement francophone disparaît purement et simplement.

Mais peut-on tenir un autre discours sans réveiller les flammes du souverainisme ou encourir le reproche de nationalisme ethnique et religieux ? La question donne des cauchemars au gouvernement provincial libéral de Jean Charrest, qui entend contenir toute velléité souverainiste et qui cherche une voie moyenne entre l'enthousiasme multiculturel d'Ottawa et l'inopportune célébration d'un héritage embarrassant. Comment célébrer les Canadiens français sans en parler tout en en parlant ? Ainsi, la grande exposition sur l'Amérique française prévue à l'origine ne se fera pas, ou plus tard, ou autrement. À la place, la France prêtera une exposition du musée du quai Branly, zappant les Canadiens français au profit d'une célébration plus au goût du jour des cultures autochtones. Quant au Québec proprement dit, son discours national s'engloutit dans les initiatives spectaculaires ou sympathiques mais, au sens propre, insignifiantes. Le Cirque du Soleil, grande entreprise du show-business, québécoise et mondialisée, assurera l'essentiel du spectacle, et, si ses managers le veulent bien, on aura Céline Dion, autre icône du succès planétaire. Des chorales franco-québécoises renoueront dans la bonne humeur le lien social transatlantique. Quant à la Saint-Jean-Baptiste sur les plaines d'Abraham, elle représente un vrai problème. Trop chargé de souvenirs, cet endroit ! Et s'il venait à l'idée de quelques jeunes zozos de se prendre pour Félix Leclerc, Gilles Vigneault et Robert Charlebois et de rejouer la Superfrancofête de 1974 ? On a vu ce que ça donnait lorsqu'on laissait des chanteurs parler politique. Mieux vaut rester raisonnable et confier aux fédérations de généalogistes une exposition sur les « familles-souches » (celles qui se sont installées au Québec au xvii^e siècle) et les « familles-racines » (celles qui sont restées en France, toujours au xvii^e siècle). Idée charmante, certes, et sans danger politique immédiat, mais qui témoigne d'un repli frileux

sur la tradition. Crise symbolique, crise des institutions, avons-nous dit. Pour la regarder sous un angle nouveau, on peut considérer ce que dit de la question des institutions Denis Monière, politiste et partisan historique du projet souverainiste. Le Québec, dit-il, a un État faible, et ça n'est pas bon. Dans le cas particulier du Québec, un État fort, paradoxalement, libérerait les individus. Certes, le projet souverainiste aujourd'hui ne consiste plus à suivre le modèle des décolonisations des années 70. Mais, si les Canadiens français ont survécu comme groupe, c'est au prix d'une discipline individuelle et collective sévère, encadrée par l'Église. C'est parce que les femmes avaient quatorze enfants que le groupe a perduré. C'est parce que les familles parlaient français à leurs enfants même si cela avait un prix en termes de promotion sociale et économique que la langue, elle aussi, s'est maintenue dans un environnement pourtant défavorable. Aujourd'hui, il n'est bien sûr plus question de demander aux familles d'assurer la survie du groupe, et le rôle régulateur de l'Église s'est évanoui. Et si la langue subsiste, face à la pression renouvelée de l'anglais, c'est seulement grâce à la protection des pouvoirs publics exprimée par la loi 101 et aux politiques publiques de soutien à la culture.

Un État souverain délivrerait, dit Denis Monière, les individus de la charge d'assurer la défense de la langue et la pérennité du groupe en assumant les fonctions symboliques et en veillant à la transmission. On peut être d'accord ou non avec cette opinion, exprimée ici de façon peut-être trop sommaire. Il n'en demeure pas moins qu'il y a là une clé pour comprendre la confusion idéologique dans laquelle se débat le Québec aujourd'hui. Confier la charge de la production symbolique au théâtres et aux chanteurs, c'est s'assurer, en période de hautes eaux idéologiques, un fort potentiel de créativité et un

écho maximal dans la société. Mais, en période de reflux, c'est s'exposer à des dérives bizarres, à la fragmentation des représentations, aux distorsions des appartenances. Bref, il n'est pas anodin de ne pas réussir à organiser un grand anniversaire, une fête nationale ou un grand musée. C'est plutôt un sujet d'inquiétude.

CATHERINE BERTHO-LAVENIR est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris III-Sorbonne nouvelle. Elle s'est occupée, en 2006, de la chaire « Étude de la France contemporaine » à l'université de Montréal. Son dernier livre : *Histoire des médias, de Diderot à Internet*, avec Frédéric Barbier, Armand Colin.
